



**PRÉFET
DU FINISTÈRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Bureau des installations classées
et des enquêtes publiques

Date arrivée : 4 JUIL. 2022

N° enregist. : ENV-A-22.0717

Action	RCC	RTD	SEC	Échéance
Information				
Suite à donner				
Archivage				
Saisie GUN	X.			
Circulation				

**ction de la coordination
des politiques publiques
et de l'appui territorial**

Arrêté fixant des prescriptions complémentaires et actualisant l'autorisation d'exploiter
de la société FRANPAC située 32 route de Kervec'h à Douarnenez

LE PRÉFET DU FINISTÈRE
Officier de la Légion d'Honneur

VU le code de l'environnement, et notamment ses articles L.171-6, L. 211-1, L. 511-1, L. 512-20 ;

VU la directive 2010/75/UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles ;

VU le SDAGE Loire Bretagne approuvé le 4 novembre 2015 et plus particulièrement la disposition 8B-1 relative à la préservation des zones humides ;

VU l'arrêté préfectoral du 20 août 2008 autorisant la société FRANPAC à exploiter un établissement spécialisé dans la fabrication de boîtes métalliques de conserves alimentaires ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 9 juin 2022 ;

VU le courrier adressé le 10 juin 2022 à l'exploitant pour lui permettre de formuler ses observations éventuelles sur le projet d'arrêté ;

VU l'absence d'observations de la part l'exploitant ;

CONSIDÉRANT que les travaux de réalisation d'un bassin d'orage et de confinement des eaux d'extinction incendie ne sont pas conformes aux travaux décrits dans le porter à connaissance du 11 mars 2013 ;

CONSIDÉRANT que les travaux susvisés ont généré des impacts sur une zone humide, un cours d'eau et des espaces boisés classés ;

CONSIDÉRANT que la société FRANPAC n'a pas, conformément aux dispositions de l'article 1.5.1 de l'arrêté préfectoral sus visé, informé le préfet des modifications apportées aux travaux décrits dans le dossier du 11 mars 2013 ;

CONSIDÉRANT que l'inspection des installations classées a constaté le 2 décembre 2021 que :

- les environs immédiats du bassin dont l'espace boisé classé sont réhabilités,
- l'écoulement du ruisseau est satisfaisant,
- qu'aucune compensation de la zone humide impactée n'a été mise en œuvre ;

CONSIDÉRANT que la destruction d'une zone humide sans compensation constitue une atteinte aux intérêts des articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu de fixer des prescriptions complémentaires en application des dispositions du L.512-20 du code de l'environnement encadrant les actions à mettre en œuvre par l'exploitant pour compenser la destruction d'une zone humide dans le respect de la disposition 8B-1 du SDAGE ;

CONSIDÉRANT la déclaration d'antériorité du statut IED de l'installation formulée le 21 juillet 2014 par la société FRANPAC ;

CONSIDÉRANT que la restauration de zone humide relève de la rubrique 3.3.5.0 ;

CONSIDÉRANT la nécessité de mettre à jour la situation administrative de la société FRANPAC pour intégrer la déclaration d'antériorité sus visée ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du Finistère,

ARRÊTE :

Article 1 - Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

L'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral du 20 août 2008 est complété par le tableau suivant :

Rubrique	Nature des activités	Volume autorisé	Régime (*)
3670 (**)	Traitement de surface de matières, d'objets ou de produits à l'aide de solvants organiques, notamment pour les opérations d'apprêt, d'impression, de couchage, de peinture, de nettoyage ou d'imprégnation, avec une capacité de consommation de solvant organique supérieure à 150 kg par heure ou 200 tonnes par an.	4 000 kg/jour Volume annuel à demander à l'exploitant	A

(*) : A = autorisation

(**) Sur l'aspect réglementaire, le site est soumis à la directive IED n° 2010/75/UE du 24/11/10 relative aux émissions industrielles . Au sens de l'article R. 515-61, la rubrique principale est la rubrique 3670 relative aux installations de traitement de surface avec une capacité de consommation de solvant organique supérieure à 150 kg par heure ou 200 tonnes par an. Les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD) relatives à la rubrique principale sont celles associées au document BREF STS.

Article 2 - Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature loi sur l'eau

Le chapitre 1.2 de l'arrêté préfectoral du 20 août 2008 est complété par le tableau suivant :

RUBRIQUE	ACTIVITÉ	VOLUME AUTORISÉ	RÉGIME(*)
3.3.5.0	Travaux, définis par un arrêté(**) du ministre chargé de l'environnement, ayant uniquement pour objet la restauration des fonctionnalités naturelles des milieux aquatiques, y compris les ouvrages nécessaires à cet objectif.	Sans objet <i>Localisation des ouvrages à l'article 4.4.1.2</i>	D

(*) : A = autorisation – D = déclaration

(**): arrêté du 30 juin 2020 définissant les travaux de restauration des fonctionnalités naturelles des milieux aquatiques relevant de la rubrique 3.3.5.0 de la nomenclature annexée à l'article R. 214-1 du code de l'environnement.

Article 3 - Réexamen des prescriptions de l'arrêté d'autorisation

Les prescriptions de l'arrêté d'autorisation des installations sont réexaminées conformément aux dispositions de l'article L. 515-28 et des articles R. 515-70 à R. 515-73 du code de l'environnement.

En vue de ce réexamen, l'exploitant adresse au préfet les informations nécessaires, mentionnées à l'article L. 515-29 du code de l'environnement, sous la forme d'un dossier de réexamen, dont le contenu est fixé à l'article R 515-72, dans les douze mois qui suivent la date de publication des décisions concernant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale visée à l'article 1 du présent arrêté.

Article 4 – Compensation de zone humide

Article 4.1 – Dossier présentant les modalités de compensation

La société FRANPAC doit présenter au préfet, un dossier comprenant :

- les propositions de compensation de la zone humide impactée avec étude des scénarii suivants :
 - restauration de la surface remblayée au nord du bassin d'orage/confinement avec évaluation du volume des déblais, du coût de leur évacuation et devenir des déblais, reméandrage du cours d'eau à l'intérieur de cette zone,
 - restauration d'une zone humide à l'extérieur du site, sur le même bassin versant,
- l'option retenue par la société FRANPAC pour la compensation de zone humide et les motivations de ce choix.

- la démonstration de :
 - l'équivalence optimale de la zone humide détruite et recréée à la fois sur les fonctionnalités et sur la qualité de la biodiversité,
 - la faisabilité de la mesure compensatoire (notamment sur l'aspect foncier) et sa pérennité,
 - la description des travaux prévus et du protocole,
 - les modalités de suivi de l'efficacité des travaux,
 - la garantie de gestion à long terme.
- le calendrier de réalisation des travaux.

Article 4.2 – Dossier présentant les travaux réalisés

La société FRANPAC doit présenter au préfet, après réalisation des travaux de compensation de la zone humide, un dossier attestant de leur parfait achèvement.

Article 5 – Échéances

Le dossier prévu à l'article 4.1 du présent arrêté doit être déposé en préfecture dans un délai de trois mois à compter de la notification de présent arrêté.

Le dossier prévu à l'article 4.2 du présent arrêté doit être déposé en préfecture dans un délai de deux mois à compter de l'achèvement des travaux de compensation de la zone humide.

Article 6. Publicité

En vue de l'information des tiers :

- une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de la commune d'implantation de l'installation et peut y être consultée ;
- un extrait de cet arrêté est affiché dans cette mairie pendant une durée minimum d'un mois ;
- un procès verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire et adressé à la préfecture du Finistère ;
- l'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le département où il a été délivré pendant une durée minimale de quatre mois ;

Article 7. Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré auprès du tribunal administratif de Rennes :

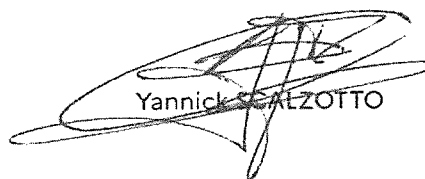
- Par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés par l'article L. 181-3 du code de l'environnement dans un délai de quatre mois à compter de la publication ou de l'affichage de la présente décision.
- Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Article 8. Exécution

Le secrétaire général de la préfecture du Finistère, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargé de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement, le directeur de la société FRANPAC sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

QUIMPER, le 29 JUIN 2022

Le Préfet,
Pour le Préfet, le Sous-Préfet à la Relance,
Directeur de Cabinet par intérim


Yannick SCALZOTTO

Destinataires :

- Mairie de Douarnenez
- Le directeur de la société FRANPAC
- L'inspection de l'environnement – spécialité installations classées – UD 29 / DREAL BRETAGNE

